

Ottawa et Air Canada doivent s'asseoir à la table pour sauver Aveos!

Toronto, ON – « À moins que le gouvernement fédéral et Air Canada n'acceptent de faire partie de la solution, le Canada perdra une industrie stratégique », affirme Dave Ritchie, vice-président général canadien de l'AIM.

Jusqu'au moment de mettre fin à ses activités le 19 mars dernier, Aveos était le plus important prestataire de services MRO (maintenance, réparation et révision générale) de l'industrie canadienne de l'aviation commerciale, exploitant des installations à Vancouver, Winnipeg, Mississauga et Montréal. « Cependant, nous avons un problème, car le gouvernement fédéral refuse toujours d'intervenir dans le dossier et les actions juridiques prises par Air Canada sont contraires aux engagements formulés par le président et chef de la direction du transporteur aérien, Calin Rovinescu », explique M. Ritchie. Ce dernier fait référence à la requête qu'Air Canada a déposée mercredi en Cour fédérale pour tenter de faire annuler l'ensemble de ses contrats avec Aveos. « Si cette requête est accueillie, il deviendra considérablement plus difficile de vendre Aveos sans devoir d'abord démanteler la société, ajoute M. Ritchie. Cette demande de mesures judiciaires est contraire à l'engagement pris par M. Rovinescu auprès du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes au début d'avril 2012. Il a alors affirmé qu'Air Canada participerait à tout effort visant à fonder une nouvelle entreprise de services MRO. Ce n'est pas la bonne façon de s'y prendre. »

L'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale demande à Ottawa et à Air Canada d'unir leurs efforts à ceux des gouvernements du Québec, du Manitoba et de la Colombie-Britannique ainsi que des villes de Vancouver, Richmond, Winnipeg, Mississauga et Montréal et de s'asseoir à la table pour discuter de moyens de sauver Aveos et 2 600 emplois hautement spécialisés.

« Le Syndicat des machinistes s'engage à travailler de concert avec tout investisseur prêt à restructurer une entreprise de services MRO viable au Canada, une entreprise qui répondra aux besoins des travailleurs et aux intérêts des collectivités, des actionnaires et des autres intéressés », annonce M. Ritchie.

L'AIM est d'avis que le gouvernement fédéral et Air Canada doivent tous deux faire partie de la solution pour sauver non seulement 2 600 emplois hautement spécialisés du côté d'Aveos, mais aussi 10 000 emplois indirects assurés par les fournisseurs d'Aveos des deux côtés de la frontière. « Nous devons réunir toutes les parties à la table afin de favoriser un climat propice au maintien des activités par un éventuel successeur d'Aveos », affirme M. Ritchie en conclusion.